Agence Française de Lutte contre le Dopage : 19 février 2014

Résumé de la décision relative à M. Richard VINGADAPATY :

« M. VINGADAPATY, alors titulaire d'une licence délivrée par la Fédération française de cyclisme, a fait l'objet de poursuites pénales pour avoir, d'une part, du 1^{er} janvier 2007 au 5 juillet 2008, offert ou cédé des substances dopantes – en l'espèce de l'érythropoïétine, du tétracosactide, de la somatropine et de la triamcinolone acétonide – et, d'autre part, du 6 juillet 2008 au 31 décembre 2009, détenu ou acquis les substances dopantes précitées aux fins d'usage par un sportif. Pour ces faits, il a été condamné, par un jugement du Tribunal correctionnel de Pointe-à-Pitre du 28 mai 2013, devenu définitif le 8 juin 2013, à une peine d'emprisonnement de sept mois, assortie du sursis total, et au paiement d'une amende de mille cinq cent euros, ainsi qu'à l'interdiction de la pratique du cyclisme en compétition pour une durée d'un an.

L'offre, la cession et, à compter du 5 juillet 2008, le transport, la détention ou l'acquisition des substances précitées étaient également interdites en matière sportive selon la liste annexée au décret n°2008-35 du 10 janvier 2008 et n° 2009-93 du 26 janvier 2009 susvisés. Ainsi, sur le fondement du II de l'article 30 du règlement relatif à la lutte contre le dopage de la Fédération française de cyclisme (FFC), le Président de cette fédération a décidé d'engager des poursuites disciplinaires à l'encontre de M. VINGADAPATY.

Par une décision du 7 août 2013, l'organe disciplinaire de première instance de lutte contre le dopage de la FFC a décidé, en premier lieu, d'infliger à M. VINGADAPATY la sanction de l'interdiction de participer pendant quatre ans aux compétitions et manifestations sportives organisées ou autorisées par cette fédération, à compter du 8 juin 2013, en deuxième lieu, de demander à l'Agence française de lutte contre le dopage d'étendre les effets de cette sanction aux activités de l'intéressé pouvant relever des autres fédérations sportives françaises, et, enfin, d'annuler les résultats individuels obtenus par ce sportif depuis le 8 juin 2013, avec toutes les conséquences sportives en découlant.

Par une décision du 19 février 2014, l'Agence française de lutte contre le dopage, qui s'était saisie le 12 septembre 2013 sur le fondement des dispositions du 3° de l'article L.232-22 du code du sport, a décidé de prononcer à l'encontre de M. VINGADAPATY la sanction de l'interdiction de participer pendant quatre ans aux compétitions et manifestations sportives organisées ou autorisées par les fédérations sportives françaises et de réformer la décision fédérale du 7 août 2013.

La décision prend effet à compter de la date de sa notification à l'intéressé. »

N.B. : la décision a été notifiée par lettre recommandée au sportif le 7 mars 2014, ce dernier ayant accusé réception de ce courrier le **11 mars 2014**. Déduction faite de la période déjà purgée par l'intéressé en application, d'une part, de la décision de suspension provisoire, à titre conservatoire, prise à son encontre le 21 juin 2013 et, d'autre part, de la décision prise à son encontre le 7 août 2013 par l'organe disciplinaire de première instance de la Fédération française de cyclisme, M. VINGADAPATY sera suspendu jusqu'au **7 juillet 2017 inclus**.

Résumé de la décision relative à M. Nicolas DUMONT :

« M. DUMONT, alors titulaire d'une licence délivrée par la Fédération française de cyclisme, a fait l'objet de poursuites pénales pour avoir détenu, du 6 juillet 2008 au 31 décembre 2009, plusieurs substances dopantes, en l'espèce de l'érythropoïétine, du tétracosactide et de la somatropine. Pour ces faits, il a été condamné, par un jugement du Tribunal correctionnel de Pointe-à-Pitre du 28 mai 2013, devenu définitif le 8 juin 2013, à une peine d'emprisonnement de six mois, assortie du sursis total, et au paiement d'une amende de trois mille euros.

La détention et l'utilisation des substances précitées, qui appartiennent à la classe des hormones et substances apparentées étaient également interdites en matière sportive selon la liste annexée au décret n°2008-35 du 10 janvier 2008 et n° 2009-93 du 26 janvier 2009 susvisés. Ainsi, sur le fondement du II de l'article 30 du règlement relatif à la lutte contre le dopage de la Fédération française de cyclisme (FFC), le Président de cette fédération a décidé d'engager des poursuites disciplinaires à l'encontre de M. DUMONT.

Par une décision du 7 août 2013, l'organe disciplinaire de première instance de lutte contre le dopage de la FFC a décidé, en premier lieu, d'infliger à M. DUMONT la sanction de l'interdiction de participer pendant deux ans aux compétitions et manifestations sportives organisées ou autorisées par cette fédération, à compter du 8 juin 2013, en deuxième lieu, de demander à l'Agence française de lutte contre le dopage d'étendre les effets de cette sanction aux activités de l'intéressé pouvant relever des autres fédérations sportives françaises, et, enfin, d'annuler les résultats individuels obtenus par ce sportif depuis le 8 juin 2013, avec toutes les conséquences sportives en découlant.

Par une décision du 19 février 2014, l'Agence française de lutte contre le dopage, qui s'était saisie le 12 septembre 2013 sur le fondement des dispositions du 3° de l'article L.232-22 du code du sport, a décidé de prononcer à l'encontre de M. DUMONT la sanction de l'interdiction de participer pendant deux ans aux compétitions et manifestations sportives organisées ou autorisées par la Fédération française de cyclisme, par la fédération française de cyclotourisme, par la Fédération française de triathlon, par la Fédération française du sport d'entreprise, par la Fédération sportive et culturelle de France, par la Fédération sportive et gymnique du travail et par l'Union française des œuvres laïques d'éducation physique et de réformer la décision fédérale du 7 août 2013.

La décision prend effet à compter de la date de sa notification à l'intéressé. »

N.B. : la décision a été notifiée par lettre recommandée au sportif le 3 mars 2014, ce dernier ayant accusé réception de ce courrier le **8 mars 2014**. Déduction faite de la période déjà purgée par l'intéressé en application, en premier lieu, de la sanction du Bureau exécutif de la FFC refusant de lui délivrer une licence du 19 mai au 31 décembre 2011, en deuxième lieu, de la décision de suspension provisoire, à titre conservatoire, prise à son encontre le 21 juin 2013 et, enfin, de la décision prise à son encontre le 7 août 2013 par l'organe disciplinaire de première instance de la Fédération française de cyclisme, M. DUMONT sera suspendu jusqu'au **19 novembre 2014 inclus**.

Résumé de la décision relative à M. ... :

« Lors de la « Classique Châlons-en-Champagne/Sedan » de cyclisme sur route, M. ... a été soumis à un contrôle antidopage effectué à Sedan (Ardennes), le 1^{er} septembre 2013. Selon un rapport établi le 26 septembre 2013 par le Département des analyses de l'Agence française de lutte contre le dopage, les analyses effectuées ont fait ressortir la présence de salmétérol, à une concentration estimée à 0.4 nanogrammes par millilitre.

Par un courrier enregistré le 4 octobre 2013 au Secrétariat général de l'Agence française de lutte contre le dopage, la Fédération française de cyclisme a informé l'Agence que M. ... n'était pas titulaire d'une licence délivrée par cette fédération.

Par une décision du 19 février 2014, l'Agence française de lutte contre le dopage, saisie de ces faits sur le fondement des dispositions du 1° de l'article L.232-22 du code du sport, en application desquelles elle est compétente pour infliger des sanctions disciplinaires aux personnes non licenciées des fédérations sportives françaises, a décidé de relaxer M. ... pour des raisons médicales. La décision prend effet à compter de la date de sa notification à l'intéressé. »

N.B. : la décision a été notifiée par lettre recommandée au sportif le 27 février 2014, ce dernier étant réputé avoir accusé réception de ce courrier le **5 mars 2014**.